

Le mois prochain :
**NOUVELLE
FORMULE !**

(Voir page 16)

Nouvelle progression néo-nazie

OU VAS-TU, ALLEMAGNE ?

La poussée néo-nazie en Allemagne Fédérale, annoncée par les élections de Hesse au début novembre, est plus que confirmée par les élections du 20, en Bavière. Certains feignent d'en être stupéfaits. Un éminent universitaire, qui signe ALSATICUS, analyse avec vigueur l'hypocrisie de cette stupéfaction de dernière heure. La renaissance du néo-nazisme est la conséquence logique d'une certaine politique, poursuivie avec obstination depuis vingt ans. PIERRE-BLOCH, ancien ministre, joint sa voix à ce cri d'alarme.

On ne peut certes pas compter sur l'action d'une administration où tant de responsables sont d'anciens nazis, ni d'un gouvernement qu'est appelé à présider M. Kiesinger, hitlérien de la première heure, ex-collaborateur de Goebbels et de Von Ribbentrop.

Mais les succès du N.P.D. ne rencontrent pas qu'étonnement ni indifférence. En Allemagne, des manifestations anti-fascistes ont eu lieu ; d'autres se préparent en France (pages 4-5).

ENCORE DES VIOLS...

*de la conscience
publique !*

L'acharnement raciste de Minute, et d'autres publications de même espèce, ne désarme pas, malgré le ridicule où les a fait sombrer l'« affaire de Bagnoux ». Ces provocateurs à la haine raciale ne doivent pas rester impunis. C'est pourquoi le M.R.A.P. a écrit au Procureur de la République ; c'est pourquoi aussi il lance une pétition nationale pour imposer la mise en discussion à l'Assemblée des projets déposés depuis des années (pages 5 et 6).



Le Comité de Liaison contre l'apartheid a tenu en novembre, à Paris, une conférence de presse, pour dénoncer publiquement, chiffres à l'appui, les crimes du régime raciste de Prétoria et les complicités dont il dispose. C'est JEAN-PAUL SARTRE qui, au nom du Comité, s'adressa à la presse internationale. Droit et Liberté publie en exclusivité le texte intégral de sa déclaration (pages 8 et 9.).

Nos photos : A la gare de Johannesburg un train, pour noirs, surchargé va partir (à droite). Tous les services, y compris celui des colis (ci-dessus) sont divisés pour appliquer la ségrégation.



JEAN-PAUL SARTRE DENONCE L'APARTHEID

A propos de : « La Libération du Juif » :

ROGER IKOR REPOND A ALBERT MEMMI

SOUS l'égide du Comité de Liaison contre l'Apartheid qui regroupe diverses organisations politiques, religieuses, syndicales, et dont fait partie le M.R.A.P., une conférence de presse s'est tenue le 9 novembre dernier, 44, rue de Rennes, sur le thème « Que peut-on faire aujourd'hui contre l'apartheid ? »

Présidée par Jean-Paul Sartre dont nous reproduisons ci-dessous l'intervention, cette réunion, au cours de laquelle sont intervenus également le chanoine Collins, président du « Défense and Aid Fund » (organisation internationale d'aide aux prisonniers politiques d'Afrique du Sud) et M. Rubin, professeur de Droit, ancien sénateur sud-africain, exilé aux Etats-Unis, servait de préambule à une table ronde qui devait réunir de nombreuses personnalités parmi lesquelles Pierre Paraf, président de M.R.A.P. et Raymond Kunene, secrétaire de l'African National Congress.

M. Jean-Jacques de Félice, président du Comité de Liaison ouvrit la discussion en annonçant la tenue au printemps prochain à Paris, d'une conférence internationale contre l'apartheid, dont le but est d'amener à une coordination plus efficace des diverses organisations qui luttent dans le monde contre l'oppression inhumaine dont sont victimes les populations de couleur en Afrique du Sud.

Après que Daniel Mayer, président de la Ligue des Droits de l'Homme, eut insisté sur la nécessité d'entreprendre la lutte en France, car déclarait-il « Nous devons commencer par balayer devant notre porte », ce sont les moyens nécessaires à ce combat qu'examinèrent MM. André Philip, président de la commission internationale de la Fédération Protestante de France ; Pierre Villon, représentant le Parti Communiste Français et Emmanuel d'Astier de la Vigerie.

Jacques Delarue, autour de « L'histoire de la Gestapo », spécialiste du nazisme, s'attacha à démontrer, preuves à l'appui, l'existence en Afrique du Sud de mouvements en relation avec l'Internationale néo-nazie et en particulier avec le N.P.D. allemand.

Quels sont les moyens préconisés ? Une meilleure information sur l'Afrique du Sud, insista M. Pierre Villon, une aide matérielle aux prisonniers politiques et à leurs familles, proposa le chanoine Collins et surtout une action incessante en direction du gouvernement français, qui se situe à la troisième place, en ce qui concerne les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud et lui fournit des armes ainsi qu'une importante assistance technique et scientifique.

Exiger du gouvernement français la cessation de tout soutien économique et des livraisons d'armes, tel doit être le premier but à atteindre pour aider à la lutte contre l'apartheid, en France, ont souligné tous les orateurs unanimes.

Jean-Paul SARTRE :

« Ceux qui sont aux prises avec l'apartheid, doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls »

Il existe aujourd'hui en Afrique un cancer qui risque, en peu de temps, de devenir un cancer généralisé : c'est l'apartheid, pratiqué systématiquement par le gouvernement de l'Afrique du Sud.

L'apartheid est une pratique et une théorie. La pratique est celle, par euphémisme, du « développement séparé », c'est-à-dire que c'est l'application par une minorité de 3 millions de personnes d'origine européenne d'une politique visant à maintenir en esclavage, le mot n'est pas trop fort, 14 millions d'habitants d'origine africaine, asiatique ou de sang-mêlé.

Ces 14 millions d'habitants n'ont aucun droit politique. Ils ne peuvent ni voter, ni se réunir, ni se syndiquer. Ils sont obligés de porter sur eux des passeports qui justifient leur présence ici ou là, qui entraînent un tellement grand nombre de charges qu'ils ne peuvent pas satisfaire à toutes, et qu'ils sont toujours en état d'arrestation possible. En même temps, ils sont l'objet d'un « développement systématique », le tribalisme, par le gouvernement central, de manière à éviter la naissance d'une conscience nationale.

Ils n'ont aucun droit économique. Ils ne peuvent rien posséder : 75 % de la population est confinée ou doit l'être sur 12 % des terres (86 % pour les Blancs). Et encore il n'y a, dans les Bantoustans, c'est-à-dire dans les régions où ils sont groupés, que la tenure des maigres terres qui leur sont allouées et qui appartiennent en fait au gouvernement. Ailleurs, ils sont concentrés, parqués dans des « townships » qui sont un mélange de bidonville et de camp de concentration, dont on les laisse sortir uniquement avec le « pass » pour aller faire leur travail dans la ville blanche dont ils ressortent, ce qui suppose un refus de l'urbanisation. On ne leur donne pas le droit de s'urbaniser bien qu'ils soient des travailleurs en ville. Ils subissent également le refus de qualification professionnelle, c'est-à-dire que la « Réserve de travail » qui est la loi par laquelle on réserve les professions qualifiées aux Blancs leur interdit d'aller plus haut que la fonction de manoeuvre ou d'ouvrier spécialisé. Quelques métiers échappent à cette règle parce que c'est l'intérêt des grandes compagnies, mais, en général, la classe ouvrière blanche maintient cette impossibilité.

Ils n'ont aucun droit culturel. Certes, le gouvernement d'Afrique du Sud se vante d'avoir 70 % de scolarisation des populations africaines ; mais, en vérité, on leur apprend d'après ce qu'a dit l'ancien Premier Ministre Verwoerd, on leur apprend ce qui peut leur convenir, c'est-à-dire d'abord qu'un Noir est inférieur à un Blanc, c'est-à-dire qu'un Noir est inférieur à un homme, c'est-à-dire qu'ils sont des sous-hommes. Voilà ce qu'on leur apprend dans une instruction qui, d'ailleurs, est payante. Ils peuvent tout apprendre, mais ils ne peuvent rien apprendre, car ils sont des sous-hommes.

Cet ensemble, politique et pratique, que nous appelons l'apartheid, est contraire à la réalisation des fusées, Thomson et ses filiales (Thomson-Varian, la S.N.E.R.I., Hotchkiss-Brandt) les travaux électroniques. Le programme d'études, qui a débuté en 1965, doit durer trois ans. Il est difficile d'en chiffrer précisément le coût, mais certaines approximations sont possibles, par comparaison avec des projets similaires. Les études, donc, qui mobilisent à plein temps 40 ingénieurs, soit 200 personnes au minimum (car il faut compter en moyenne 4 auxiliaires pour un ingénieur) coûteront un minimum de 5 milliards d'anciens francs. La fabrication, qui sera entreprise ensuite, coûtera un minimum de 20 milliards d'anciens francs.

Au printemps dernier, une haute personnalité sud-africaine devait venir visiter la firme Thomson, et faire le point des travaux. Les syndicats avaient alors préparé une manifestation contre la politique d'apartheid, et contre le racisme en général. En fin de compte, la visite n'eut pas lieu. Mais ce programme, et d'autres avec lui, ne s'en poursuivent pas moins.

moymenant quoi on leur donne à lire la Bible. Le résultat c'est que la seconde année de scolarisation, il n'y a plus que 20 % des élèves qui la suivent, et elle tombe, la 3^e année, à 2 %.

Des proies pour le travail forcé

Ces hommes dépossédés, donc, culturellement, politiquement, économiquement, vivent dans un état de menace et de danger perpétuels. D'abord, on brise leurs familles. La famille africaine est brisée parce qu'il y a les fameuses lois d'apartheid, dont je vais vous donner un aperçu.

Par exemple, un Africain né dans une ville et qui y a toujours vécu sans interruption, mais qui la quitte, fût-ce pour deux semaines, n'a plus le droit d'y revenir plus de 72 heures. S'ils en ont écrit cette interdiction, il connaît un délit passible de prison, et effectivement on le met en prison. Un Africain qui, depuis sa naissance, a toujours vécu sans interruption dans la même ville, n'a pas le droit de recevoir chez lui plus de 72 heures, sa fille mariée, son fils âgé de plus de 18 ans et ses petits enfants. Un Africain natif d'une ville, où il a vécu sans interruption pendant 14 ans et travaillé pour le même employeur pendant 9 ans, ne peut recevoir chez lui ni sa femme, ni sa fille, ni son fils âgé de 18 ans, s'ils sont nés ailleurs. Ces infractions constantes, qu'on oblige les Africains à commettre, les mettent perpétuellement à la disposition de la police et du même coup en font des proies pour le travail forcé.

Il existe 25 fermes-prisons officielles mais, en vérité, il y en a beaucoup plus. N'importe quel fermier peut demander qu'on lui donne comme manoeuvres des Africains arrêtés pour une histoire de « pass », à la condition que ce fermier élève un bâtiment pénitentiaire sur ses terres, où on attache les travailleurs la nuit. On ne lui refuse jamais ce droit, de sorte qu'on peut considérer aujourd'hui qu'à peu près 50 % des fermiers blancs utilisent la main-d'œuvre forcée que leur livre la police. Le but de cette pratique est de constituer des réserves de main-d'œuvre quasiment gratuite.

Cet ensemble, politique et pratique, que nous appelons l'apartheid, est contraire à la réalisation des fusées, Thomson et ses filiales (Thomson-Varian, la S.N.E.R.I., Hotchkiss-Brandt) les travaux électroniques. Le programme d'études, qui a débuté en 1965, doit durer trois ans. Il est difficile d'en chiffrer précisément le coût, mais certaines approximations sont possibles, par comparaison avec des projets similaires. Les études, donc, qui mobilisent à plein temps 40 ingénieurs, soit 200 personnes au minimum (car il faut compter en moyenne 4 auxiliaires pour un ingénieur) coûteront un minimum de 5 milliards d'anciens francs. La fabrication, qui sera entreprise ensuite, coûtera un minimum de 20 milliards d'anciens francs.

Au printemps dernier, une haute personnalité sud-africaine devait venir visiter la firme Thomson, et faire le point des travaux. Les syndicats avaient alors préparé une manifestation contre la politique d'apartheid, et contre le racisme en général. En fin de compte, la visite n'eut pas lieu. Mais ce programme, et d'autres avec lui, ne s'en poursuivent pas moins.



Photo Elie Kagan.

reté et détenu durant des années. Très souvent, d'ailleurs, un homme qui a purgé sa peine est maintenu en prison sous cet excellent prétexte que, comme cela, on le protège de ses ennemis, et aussi de la tentation de retomber dans la faute politique qu'il a commise.

Voilà donc ce qu'est la pratique de l'apartheid. Cette pratique se justifie par une théorie : c'est le racisme intégral, la supériorité absolue des Blancs sur toutes les autres races. Cette doctrine naît des faits eux-mêmes. La nécessité de se procurer une main-d'œuvre à bon marché, dont le salaire tend vers zéro, inclut pratiquement le maintien en esclavage. Et, par conséquent, le Blanc d'Afrique du Sud appelle tout naturellement sous-homme celui qu'il traite en effet en sous-homme.

La peur est partout

Cette idéologie n'est pas autre chose que le produit même de l'économie et de la pratique. Mais elle se contredit elle-même, car elle oblige le Blanc à se traiter lui-même en sous-homme. D'abord, en développant sur tous les plans son racisme. Il n'y a pas de pays où l'antisémitisme soit plus affiché et plus rigoureux qu'en Afrique du Sud. On n'aime pas beaucoup les Anglais là-bas, et on les appelle des « Juédo-Anglais ». Cela nous rappelle une chose que nous avons entendue autrefois. De plus, la terreur, s'exerce entre les libéraux blancs eux-mêmes : il y a une loi « contre le communisme » qui permet d'arrêter n'importe qui ; les 180 jours qui s'appliquent même aux Blancs, dans le cas où ils sont suspects de s'intéresser à la cause des Noirs, fait que la terreur vit et se nourrit dans les milieux blancs eux-mêmes. Les Blancs passent leur temps dans la peur, colère des Noirs, et ils passent leur temps à avoir peur d'eux-mêmes — peur qu'on les dénonce.

Cette terreur n'est pas propice à un véritable développement des qualités supérieures de la race blanche. En outre, la même terreur s'exerce sur le domaine intellectuel. La majorité des instruments de culture étrangers sont prohibés. Il y a un nombre de livres, naturellement ceux de Karl Marx d'abord, qui sont interdits. Il n'y a pas de télévision. La littérature de là-bas est nulle. On même une vue luxueuse et morte et l'on s'étouffe peu à peu. Le résultat c'est que

des enquêtes sociologiques ont pu montrer que le niveau des lycées de Blancs était anormalement bas. De même, la loi qui réserve l'emploi « qualifié » aux Blancs, étant donné que les Blancs ne sont pas assez nombreux, a pour résultat une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, et l'on est obligé de concevoir l'entrée en Afrique du Sud d'immigrants de différents autres pays blancs. Bref, on peut soutenir là-bas que le principe même du racisme amène les Blancs à se rendre, par racisme, très inférieurs à ceux qu'ils oppriment. Pour eux, comme pour les Noirs, c'est l'enfer, à cette différence près que l'enfer c'est eux qui l'ont voulu.

Mais je vous ai dit que cette plaie risquait de devenir un cancer généralisé. C'est d'abord qu'il y a un accord tacite et des liens réels entre l'Afrique du Sud, le Portugal et les autorités illégales de Rhodésie du Sud, et cette entente est plus agressive que défensive. Beaucoup d'Africains ne cachent pas l'idée d'un impérialisme qui s'étendrait sur toute l'Afrique.

Cette idée, d'autre part, qu'un Etat fort peut pratiquer l'apartheid, c'est-à-dire le racisme jusqu'à ses plus implacables conséquences, en toute impunité, est une des sources de la recrudescence, en Europe et aux Etats-Unis, du nazisme. Elle encourage de jeunes mouvements fascistes et ces mouvements fascistes qui, d'ailleurs, trouvent une base réelle là-bas, mettent dans leur programme, parmi les trois ou quatre premiers principes, la défense de l'apartheid et la défense du gouvernement de l'Afrique du Sud.

Un courage admirable

En Afrique même, les Etats africains ont condamné, à l'O.U.A., l'apartheid. Leur indignation risque de modifier dans un certain sens la conception de l'unité multiraciale et, à juste titre, la confiance qu'ils font jusqu'ici à leurs ressortissants européens.

Avec un courage admirable, malgré toutes les difficultés, un certain nombre d'organisations luttent contre ce régime ignoble. Des organisations qui sont créées, on peut le dire, dans les pires conditions. Elles sont nombreuses encore, l'unité n'est pas faite, et, au dixième, leurs chefs apparaissent, résistent et sont, au bout de peu de temps, en prison ou relégués. Mais ils continuent la lutte.

Ils sont lentement passés, sous l'influence directe de la situation et de la terreur, de la résistance non violente à la mise au point d'organismes et d'actions qui requerront la violence. Le jour où un conflit éclaterait, ce serait non pas une guerre civile mais une guerre d'indépendance, une guerre de libération, qui pourrait entraîner la conflagration dans l'Afrique entière. Car on ne peut imaginer que les Etats noirs pourraient laisser leurs frères massacrés sans intervenir et le conflit ne resterait pas dans les bornes de la seule Afrique. Nul doute qu'à ce moment là, la paix du monde serait directement menacée.

L'O.N.U. s'est émue. N'est-elle pas fondée sur le principe : éliminer toutes les formes de discrimination raciale ? Dès 1963, dans sa résolution de novembre, l'Assemblée prie, (le mot en dit long), les Etats membres de rompre les relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud et de boycotter ses produits, de s'abstenir de commerce. Aujourd'hui qu'en est-il ? Le Comité Spécial qui a été constitué par l'O.N.U. pour étudier le problème de la politique raciale de l'Afrique du Sud déclare : l'Afrique du Sud a été encouragée à poursuivre sa politique désastreuse par l'opposition persistante de certaines grandes puissances qui sont les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. Ceci en août 1966. Quels sont ses principaux partenaires ? Le texte de l'O.N.U. le dit : l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne de l'Ouest, le Japon, l'Italie, le Canada, la France.

A chacun de balayer devant sa porte. Puisque nous sommes en France, voici ce qui caractérise pour la France ce partenariat. Les échanges commerciaux d'abord : le volume global reste modeste mais de 1961 à 1965, il a doublé. Investissements : il y a des filiales industrielles en Afrique du Sud de Renault, Peugeot, Berliet, Thomson-Houston ; les investissements français ont la 3^e place après l'Angleterre et les Etats-Unis. La coopération scientifique et technique se développe. Les Français ont créé, près de Pretoria, une station de renvoi des satellites. On va former au C.N.R.S. des spécialistes sud-africains pour la recherche spatiale. Des techniciens français sont envoyés pour le forage du pétrole qui vient d'être entrepris en Afrique du Sud. Tout cela se développe dans un climat « d'amitié ». En mars 1963, le représentant de Thomson-Houston déclara :



Les obsèques des victimes de Sharpeville, en 1961. Depuis lors, le climat n'a fait qu'empirer en Afrique du Sud.

rait en Afrique du Sud où il s'était rendu : « La situation politique est bonne et le gouvernement a les choses bien en mains. Il n'y a aucune raison pour que cela change ».

C'est que le gouvernement français est le premier à encourager les relations avec l'Afrique du Sud. Le 7 janvier 1966, la France a refusé de répondre à la question de l'embargo sur les armes ; et pour cause : notre pays n'a jamais cessé de vendre des armes à l'Afrique du Sud. Il vend des véhicules blindés Panhard, il vend des hélicoptères Alouette, il vend des avions Mystère et Mirage. Il y a un contrat d'étude et d'essais de la Compagnie Thomson-Houston portant sur une vingtaine de batteries d'engins téléguidés solaires. Pour justifier cette attitude, vous apprécierez cette phrase admirable de M^r Roux, député-U.N.R., revenant de visiter ce pays de haine, de peur, dont la société entière se sent malade : « Cette république appartient à la culture occidentale ». Ou bien, c'est une naïveté, ou bien, c'est un étrange aveu sur ce que nous sommes.

Quant au gouvernement, lui, il déclare n'appliquer ici que son principe de non-ingérence dans les affaires nationales. Mais je vous signale l'aspect sinistre de cette plaisanterie. Comment ! Un pays se donne le gouvernement qu'il veut lorsque 75 % des habitants sont des esclaves des 25 % d'autres, et qu'ils n'ont aucun droit ni de vote, ni de réunion ? Quand ces 75 % ne peuvent manifester leur opinion sans qu'on les mette en prison, nous dirons que ce pays s'est donné le gouvernement qu'il veut ? En vérité, vendre des armes aux maîtres pour qu'ils puissent continuer leur domination sanglante sur les esclaves, c'est en vérité une ingérence, une atteinte à la souve-

raineté nationale ; car cette souveraineté ne doit pas appartenir aux Blancs ; elle pourrait, au mieux être exprimée aux souffrances universelles, lequel n'existe pas. Par conséquent, le principe du gouvernement est un principe totalement faux.

Plusieurs fois, des avions ont mitraillé des Noirs pacifiques en Afrique du Sud. Qui dit que la proclamação, cela ne sera pas nos propres avions, et comment pouvons-nous admettre que le gouvernement français, qui a proclamé sa solidarité avec les pays du Tiers Monde, c'est-à-dire avec les nations qui ont fraîchement acquis leur indépendance, se fasse complice de la terreur et des massacres que des colons, au bout de l'Afrique, font supporter à des colonisés pour les empêcher d'atteindre à l'indépendance ?

Responsables et complices

La lettre qu'on vous lira tout à l'heure intégralement de M. Maroff, président du Comité Spécial chargé par l'O.N.U. d'étudier la question raciale en Afrique du Sud, comprend un passage qui doit nous être particulièrement sensible : « Il m'est pénible, écrit-il, de relever dans l'attitude officielle de la France des lacunes qui n'augurent rien de bon pour l'avenir de la liberté, de l'égalité si cher au peuple français. Par l'accroissement de son volume commercial, avec l'Afrique du Sud, par l'envoi massif d'armes meurtrières au régime raciste de Pretoria, par sa position coupable et complice aux Nations-Unies, et au mépris de toutes les résolutions adoptées sur la question de l'apartheid, le gouvernement français est en train de décevoir jusqu'à ses supporteurs les plus acharnés ».

Notre Comité de Liaison se propose de lutter pour que le gouvernement français fasse cesser ce scandale et pour qu'il applique à la lettre les recommandations de l'O.N.U. Quels sont exactement les moyens d'aider les organisations qui se sont constituées depuis longtemps pour résister à la terreur en Afrique du Sud. Ces moyens, ce n'est pas à moi de vous les dire mais nous pouvons d'abord en signaler un : c'est l'information. Il nous faut d'abord informer, et c'est pour cela que nous vous avons demandé de bien vouloir venir ici. Il faut d'abord informer le public français, car s'il était au courant de la façon dont des hommes traitent des hommes en Afrique du Sud, il ne pourrait pas ne pas se joindre à notre lutte. Il ne le pourrait pas,

NELLY SACHS, prix Nobel :

Une voix qui accuse...

par Lionel RICHARD



LES CHEMINÉES

O les cheminées
sur les demeures ingénieusement imaginées de la mort
quand monto en fumée à travers l'atmosphère
le corps d'Israël
Et qu'étoile noirissante
le regut le ramoneur
ô moins que ce fût un rayon de soleil ?

O les cheminées !
Chemins de la liberté pour la poussière de Jérémie et de Job
Qui donc vous l'inventa et le bâtit pierre à pierre
ce chemin pour des fuyitifs de fumée ?

O les demeures de la mort
aménagées de façon séduisante
pour le maître du logis, qui autrefois était l'invité !
O doigts
barrant le seuil de l'entrée
comme un couteau entre la vie et la mort !

O cheminées,
ô doigts !
Et le corps d'Israël qui dans l'air monte en fumée !

CHOEUR DES ORPHELINS

Nous les orphelins,
lançons notre plainte au monde :
on a flanqué à bas notre branche
pour la jeter au feu !
On a fait du bois de chauffage de nos tuteurs !
Nous les orphelins reposons sur les plateaux de la solitude !
Nous les orphelins,
lançons notre plainte au monde :
la nuit nos parents jouent à cache-cache avec nous.
Derrière les plis noirs de la nuit
leurs visages nous regardent,
et nous parlent leurs bouches :
nous ne fumes que bois sec dans la main d'un bûcheron,
mais nos yeux sont devenus des yeux d'anges
et vous observez,
leurs regards traversent
les plis noirs de la nuit !
Nous les orphelins,
lançons notre plainte au monde :
ce sont des pierres que nous avons pour jouets,
des pierres qui portent visage, les visages de nos pères et mères
Elles ne se fanent pas comme les fleurs, elles ne mordent pas comme les animaux,
Elles ne brûlent pas comme le bois sec quand on le jette au feu !
Nous les orphelins, lançons notre plainte au monde :
O monde, pourquoi nous as-tu ravi nos tendres mères
et les pères qui disent : mon fils, comme tu me ressembles !
Nous les orphelins, il n'est plus personne au monde à qui nous ressemblons !
O monde,
nous portons plainte contre toi !

(Adaptation de Lionel Richard.)